

Je remercie l’ACI l’ACI France pour son aimable invitation à prendre part aux présents échanges. Je suis Prosper Honagbodé, actuellement Président du [Mouvement International d’Apostolat des Milieux Sociaux Indépendants (MIAMSI)](http://www.miamsi-rome.org/fr/) une communauté de mouvements ACI répartis dans une trentaine de pays du monde (Europe, Afrique, Océan Indien, Asie, Moyen-Orient et Amérique Latine). Ces mouvements sont en lien avec les Eglises locales et rassemblent des chrétiens en responsabilité intervenant dans tous les domaines de la société, ils veulent transformer les mentalités, les cultures et les structures de la société en cohérence avec les valeurs de l’Evangile.

J’ai été haut fonctionnaire dans mon pays, le Bénin où j’ai exercé pendant 30 ans dans des départements ministériels de l’économie et de la planification, puis actuellement à la retraite, je suis Consultant en matière de développement économique. Je ne suis pas un spécialiste des relations internationales même si c’était un domaine d’études pendant mes années universitaires.

*Notre mouvement travaille pour la promotion d’un monde plus humain et plus fraternel, un monde en dialogue, de justice, de paix, de solidarité, de dignité de tout homme à travers l’action quotidienne de ses équipes, de ses structures tant nationales que régionales, sa présence au Conseil de l’Europe, à l’UNESCO et à l’ONU, son lien permanent avec le Vatican, ses rencontres régionales et mondiale.*

La tâche que nous a confiée le Décret sur l’apostolat des laïcs c’est de « *pénétrer d’esprit chrétien la mentalité et les mœurs, les lois et les structures de la communauté où chacun vit »*.   Extrait du livre de Marie Louise Monnet « Avec amour et passion, 50 ans de la vie de l’Eglise à travers une vocation de femme » p.7

Nous aborderons tour à tour les sujets de bouleversement proposés dans les termes de référence qui ne sont pas exhaustifs avant de nous interroger sur notre rôle de chrétien engagé face à ces situations.

**UKRAINE**



La guerre injustifiée et non provoquée menée par la Russie contre l'Ukraine a eu d'importantes répercussions sur les marchés de l'énergie et des denrées alimentaires.

Quels sont les conséquences de la guerre entre la Russie et l'Ukraine ?

Guerre en Ukraine : conséquences économiques et sociales et implications pour les politiques publiques

La principale conséquence de la guerre en Ukraine réside dans les pertes de vies humaines et la crise humanitaire associée à la multitude de personnes assiégées et déplacées. Elle est cependant aussi lourde de conséquences économiques multiples.

Avant que la guerre n’éclate, on anticipait un retour à la normale de la plupart des principales variables macroéconomiques mondiales en 2022-2023, après la pandémie de COVID-19.

La Russie et l’Ukraine ce sont de gros producteurs et exportateurs de produits alimentaires, de minerais et de produits énergétiques essentiels. La guerre a déjà provoqué des chocs économiques et financiers d’une ampleur considérable, en particulier sur les marchés de matières premières, où les prix du pétrole, du gaz et du blé ont grimpé en flèche.
Les variations des prix des matières premières et les fluctuations des marchés financiers observées depuis l’éclatement de la guerre pourraient se traduire, si elles s’inscrivaient dans la durée, par une réduction de la croissance du PIB mondial de plus de 1 point de pourcentage la première année, accompagnée d’une grave récession en Russie, et par une hausse de l’inflation mondiale mesurée par les prix à la consommation de 2½ points de pourcentage environ.
Face à un nouveau choc négatif d’une durée et d’une ampleur incertaines, le principal objectif des autorités monétaires devrait rester de veiller à ce que les anticipations d’inflation restent bien ancrées. La plupart des banques centrales devraient maintenir leur cap d’avant la guerre, hormis dans les économies les plus durement touchées, où une pause pourrait s’avérer nécessaire pour évaluer pleinement les conséquences de la crise.
La guerre a souligné l’importance de réduire au minimum la dépendance à l’égard de la Russie pour certaines importations essentielles. Les responsables politiques doivent reconsidérer la pertinence de l’organisation du marché dans l’objectif d’assurer la sécurité énergétique et mettre en place des incitations pour faciliter la transition vers une économie verte à travers un soutien public.

La guerre en Ukraine a provoqué un nouveau choc d'offre négatif pour l'économie mondiale, alors même que certaines des difficultés liées aux chaînes d'approvisionnement observées depuis le début de la pandémie semblaient commencer à se dissiper.

**SOULEVEMENTS EN IRAN**

Ce mouvement de contestation est né depuis la mort, le 16 septembre, de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans, arrêtée trois jours plus tôt par la police des mœurs pour avoir supposément enfreint le code vestimentaire de la République islamique. Une révolte qui a évolué en un mouvement dirigé contre la théocratie au pouvoir en Iran depuis la révolution islamique de 1979.

Depuis le 16 septembre, le jour où l’Iranienne Mahsa Amini est décédée à l’issue de sa garde à vue pour son apparence jugée « inappropriée » par la police des mœurs, les universités sont devenues le cœur battant de la contestation. Les étudiants se rassemblent dans leur établissement, font des sit-in, boycottent leurs cours, réclament la libération de leurs camarades arrêtés et scandent des slogans contre la République islamique.

On note aussi une volonté d’unité autour de l’exigence de liberté, le slogan ***« Femme, vie, liberté »*** s’étant diffusé dans tout le pays. L’image de Mahsa, devenue une icône, est un vecteur d’unification des luttes à l’échelle nationale. Autre phénomène : le pouvoir fédérateur de slogans en faveur des femmes. On peut déjà parler d’un impact du mouvement actuel sur la société iranienne dans son ensemble.



**LA SITUATION EN SYRIE**

La Syrie est en guerre depuis 2011 et l'ampleur de l'horreur se reflète dans les chiffres. Plus d’un demi-million de personnes ont perdu la vie et environ 12 millions de Syriens ont dû quitter leur foyer. Près de la moitié des déplacés sont en exil en Syrie. Les autres ont fui à l’étranger, la plupart vers les pays voisins. Le pays a été détruit par le conflit et la population souffre sans fin.

Les débuts de la guerre

Le conflit en Syrie a commencé par des manifestations pacifiques dans le sud de la Syrie début 2011. Ce mouvement était inspiré par les protestations du printemps arabe en Tunisie et en Egypte. La population syrienne s’était levée pour demander des réformes politiques, la primauté du droit et de la liberté et pour s’opposer à la nature arbitraire et corrompue du régime Assad.

Les autorités ont utilisé la violence pour couper court aux manifestations dans la ville de Daraa, en mars 2011. En réponse, les soulèvements se sont étendus à d’autres parties du pays. Les manifestants réclamaient alors la démission du président Bachar al-Assad. Le gouvernement a eu à nouveau recours à la force pour réprimer les soulèvements populaires. Des centaines de personnes ont perdu la vie et ont été arrêtées.



**KURDISTAN**

On entend souvent parler de « Kurdistan » comme s’il s’agissait d’un État. Pourtant, le Kurdistan désigne une zone, une région, non pas un État autonome, souverain et reconnu. Situé en Asie occidentale, le Kurdistan compte près de 520 000 km2 et s’étend sur quatre pays voisins : la Turquie au Nord, la Syrie à l’Ouest, l’Irak au Sud, et l’Iran à l’Est. Sur ces quatre pays, seuls deux possèdent une région sous la dénomination littérale de « Kurdistan » : l’Iran avec sa « province du Kordestan »- sans marge de manœuvre en pratique-, et l’Irak avec sa « région autonome du Kurdistan ».

En raison des nombreuses guerres ayant fait rage dans la région depuis des décennies et de l’instabilité générale, les Kurdes – soit plus de 40 millions de personnes- sont aujourd’hui disséminés à travers le monde. Mais le « noyau dur » reste au sein du Kurdistan historique. Persécutés, interdits de pratiquer leur culte ou religion, ou même « muselés » jusqu’à l’interdiction de parler leur propre langue, les Kurdes ont passé des siècles entre répression et insurrections visant à l’indépendance, et à la création d’un État garant de leur culture et de leur histoire propre.

**MANIFESTATIONS EN CHINE**

Des feuilles blanches brandies par milliers en guise de protestation... Et voilà trois jours que la Chine est en proie à une mobilisation sociale sans précédent. Des milliers de manifestants ont effectivement battu le pavé, dans plusieurs villes du pays, pour dénoncer la politique "zéro Covid" menée par le régime de Xi Jinping depuis maintenant près de trois ans. Retour sur les tenants et aboutissants d'une révolte populaire, aussi soudaine qu'historique.

Montante depuis plusieurs mois, dans des esprits exténués par les confinements à répétition, la grogne a véritablement éclaté au grand jour le vendredi 25 novembre, au lendemain d'un incendie mortel survenu à Urumqi, dans la province du Xinjiang, au nord-ouest du pays. Jeudi dernier, les flammes y avaient ravagé un immeuble résidentiel, provoquant la mort de dix personnes, alors que, selon les habitants, les soldats du feu peinaient à accéder au site en raison des contraintes sanitaires.

Quelques heures plus tard, rassemblées devant la mairie d'Urumqi, plusieurs centaines de personnes exprimaient leur ressentiment face à ce que beaucoup considèrent comme une injustice, déchargeant ostensiblement les responsabilités sur les mesures strictes de confinement.

Élément déclencheur, ce drame n'est pourtant pas isolé, puisque depuis le début de l'installation de la politique "zéro Covid", dans l'interdiction de sortir de chez elles et donc de se rendre à l'hôpital, de nombreuses personnes nécessitant des soins urgents ont perdu la vie. Exaspérée par ces enfermements forcés qui, pour certains, ont démarré avant l'été, la population chinoise est on ne peut plus claire sur ses motivations, réclamant la fin des confinements et des tests PCR à répétition.

En effet, environ un tiers de la population est actuellement confiné, en vertu de cette politique "zéro Covid" que la Chine est l'un des derniers pays à appliquer. Mesure extrême consistant à tracer, dépister et enfermer les personnes contaminées, ainsi que les cas contacts et le voisinage des malades.

Arborant des feuilles blanches -- couleur associée à la mort dans la culture chinoise, et répondant aux appels lancés sur les réseaux sociaux, de nombreux manifestants sont descendus dans les rues ce week-end à Pékin, Shanghai et Wuhan. Au-delà de la fin du confinement, beaucoup réclament désormais la démission du président Xi Jinping, réélu pour un troisième mandat à la tête de l'État en octobre dernier.

Leur nombre exact est difficilement chiffrable, compte tenu du contrôle qu'exercent les autorités chinoises sur l'information, mais le constat demeure: cette révolte n'a d'égale que celle survenue lors des événements de Tiananmen, mouvement étudiant durement réprimé par le régime communiste en 1989.

**LES DERNIERS COUPS D’ETAT EN AFRIQUE : ANALYSE ET CONSEQUENCES**

Ces derniers mois, nous avons assisté à des coups d'État au Mali, au Tchad, en Guinée, au Soudan et le dernier en date est celui du Burkina Faso suivi d’un deuxième coup d’Etat de rectification. Ces pays sont des pays qui comptent parmi les plus pauvres du monde, très instables, dont certains sont des États en faillite ou dont le gouvernement est corrompu.

Ils ont tous un dénominateur commun : la crise économique et le mécontentement populaire, également marqué par le terrorisme djihadiste, l'immigration et le crime organisé. Non seulement ces coups d'État en si peu de temps sont inquiétants, mais aussi l'effet de contagion qui pourrait être créé dans d'autres pays africains en l'absence d'une réponse internationale.

Le renversement des gouvernements démocratiques surtout dans les pays d'Afrique de l'Ouest devient une tendance et le problème dans ces pays est finalement la légitimité de l'État et la perception par les citoyens de la validité de leur gouvernement et de sa capacité à répondre à leurs besoins.

Cette légitimité exige que l'on s'attache à protéger les civils et à garantir la justice et l'obligation de rendre des comptes pour les violations des droits de l'homme et les abus. Si les États ne s'engagent pas à répondre aux besoins de leurs citoyens, aucun engagement international n'a de chance de réussir. La légitimité d'un État commence au niveau national, lorsque ses citoyens considèrent que leur État est capable d'accomplir la tâche qui lui incombe. Cependant, l'État perd cette légitimité lorsqu'il ne sert pas son peuple et sert ses propres intérêts ou ceux de tiers.

Dans tous les pays, le dénominateur commun a été les scandales de corruption et l'incapacité à juguler les djihadistes, ce qui a conduit à des coups d'État. Toutefois, la réaction internationale aux différents coups d'État a été différente. La réaction de chaque acteur extérieur à un coup d'État a été influencée par ses intérêts et sa proximité avec les autorités politiques et militaires renversées et celles qui ont pris le pouvoir.

Dans le cas du Tchad, tant du point de vue de la France que de l'Union africaine, la prise du pouvoir par le fils du président Déby et le conseil militaire qui l'entoure a été rapidement acceptée et aucune sanction n'a été imposée. Dans le cas du Mali, cependant, c'est le contraire qui s'est produit.

Les intérêts économiques doivent également être pris en compte dans des pays comme la Guinée, le Mali et le Burkina Faso, qui disposent d'importantes ressources minérales et entretiennent des relations étroites avec des entreprises chinoises et russes, de sorte qu'un changement de pouvoir peut également avoir des conséquences géopolitiques.

Dans le cas de la Russie, elle a soutenu activement divers coups d'État en Afrique, comme au Soudan et au Mali, en échange d'autres types de compensations économiques et géostratégiques.

Dans cette situation, les principaux perdants ne sont pas seulement les pays eux-mêmes, qui subiront de plus grands conflits, des déplacements internes et des crises alimentaires à la suite de ces coups d'État, mais aussi la France et l'UE, où le Sahel est une frontière avancée et une zone stratégique pour leur sécurité, et où tous ces problèmes ne manqueront pas d’impacter  dans un avenir proche.

Doit-on s’inquiéter de la pauvreté et des inégalités sociales dans un pays riche comme la France, quand on connaît la misère des conditions de vie des habitants des pays les plus pauvres du monde ?

Toutes ces situations décrites et bien d’autres non abordées évoquent des questions de liberté, de démocratie et de respect de la dignité humaine. On note que la situation est partout inquiétante et les conséquences désastreuses.

Augmentation des inégalités : Un monde scindé en deux (pas seulement pays développés et pays en développement mais aussi à l’intérieur des pays sous-développés)

Le principe fondamental selon lequel tous les êtres humains « naissent libres et égaux en droits », c’est-à-dire que « tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne » est aujourd’hui largement admis. Hommes ou femmes, personnes nées au Gabon, au Brésil ou en Italie, toutes et tous, en théorie, ont les mêmes droits et participent à une humanité commune.

Les écarts de revenus et de conditions de vie entre les populations les plus riches et les plus pauvres du monde sont vertigineux, même si, dans certains domaines, ces écarts tendent à diminuer depuis quelques années. Au point que notre monde apparaît, pour ainsi dire, scindé en deux.

Les populations qui souffrent de l’extrême pauvreté vivent dans leur quasi-totalité dans les régions en développement. Près de la moitié de la population est concernée en Afrique subsaharienne, et un quart de la population en Asie du sud. Cette pauvreté monétaire signifie pour certains des conditions de vie indignes, équivalentes à ce que les pays riches ont pu connaître il y a plus d’un siècle. Ainsi par exemple, seulement 63 % de la population d’Afrique subsaharienne dispose d’un accès à l’eau potable (Organisation Mondiale de la Santé - Unicef, données 2011), et 840 millions de personnes sont sous-alimentées dans les pays en développement (FAO, données 2011-2013). Dans ces pays, l’espérance de vie à la naissance est beaucoup plus faible que la moyenne mondiale : 52,9 années en Afrique subsaharienne, alors que la moyenne mondiale atteint 68,7 années (Nations Unies, données 2010).

Pour la plus grande partie des populations des pays riches, l’accès aux biens de base tels que l’eau potable ne constitue plus un problème. Les maladies qui tuent au sein des pays les plus pauvres (diarrhée, paludisme, choléra, etc.) ont disparu, notamment en raison de l’amélioration des conditions d’hygiène. La plupart des pays développés se sont dotés d’un système de protection sociale permettant de garantir une partie des aléas de la vie. Ces conditions de vie dont bénéficient les populations des pays riches se reflètent dans la longévité de leur espérance de vie à la naissance : elle est de 80,2 années en Europe de l’Ouest et de 78,4 années en Amérique du Nord.

Il faut remettre les inégalités à leur place, prendre conscience de l’ampleur qui sépare les citoyens d’un même monde. Alerter sur les inégalités mondiales, comme le font notamment les organisations non-gouvernementales, est plus que jamais nécessaire. D’autant que, bien plus que les générations précédentes, nous disposons d’outils (statistiques toujours plus précises, médias audiovisuels, réseaux sociaux, etc.) qui nous permettent de savoir avec précision et en temps réel ce qui se passe à l’autre bout du monde.

France: Un million de pauvres en plus en 20 ans, stagnation du niveau de vie, précarité chez les jeunes... Dans un rapport dévoilé ce mardi, l'Observatoire des inégalités brosse un panorama alarmant de la pauvreté en France. La poussée de fièvre des prix de l'énergie et de l'alimentation pourrait faire basculer de nombreuses familles dans des situations de détresse à l'approche de l'hiver.

L'arrivée des températures glaciales attendues dans les prochains jours risque de mettre en difficulté de nombreux ménages. Dix mois après le début de la guerre en Ukraine, la guerre énergétique continue de frapper partout en Europe. Le gouvernement prépare les esprits à de potentielles coupures d'électricité à partir du mois de janvier tout en essayant de rassurer.

Les prix de l'énergie continuent de flamber au-dessus de 18% en France. A cela s'ajoute, la montée en flèche des prix de l'alimentaire qui augmente deux fois plus vite que l'indice général des prix à la consommation. Et la situation des prix pourrait empirer en raison de la moindre générosité du bouclier tarifaire et la fin de la ristourne sur les carburants.

Le modèle sociétal actuel ne répond plus aux attentes de nos populations

Le modèle de gouvernance des affaires mondiales sur lequel est bâtie notre société atteint aujourd’hui ses limites. La nécessité de le changer paraît évidente. Des interrogations surgissent lorsqu’il faut agir pour tout transformer. Cependant, est-il possible de reformer notre modèle. Et sur quels autres valeurs et principes doit-on fonder le nouveau modèle de société que tout le monde appelle de tous les vœux et aspire ?

Les changements que l’on veut voir venir doivent être issus d’une concertation large pour éviter les pseudo accords de gouvernance établis dans l’urgence au nom de l’intérêt général avec des ressources très limitées. Mais tout reste à faire pour entraîner la majorité des personnes déjà gagnées par le virus de la surconsommation. Il faudra donc parvenir à mobiliser la population baignée dans la consommation de masse à prendre conscience de leur contribution au maintien d’un système qui les rend dépendants et qui les défavorise au contraire, pour enfin faire émerger de nouvelles valeurs. Le mal aujourd’hui est que seule une minorité de gens se soucient véritablement de la nécessité de faire changer le modèle. On comprendrait, bien entendu, que l’état avancé de paupérisation de la grande majorité de ceux qui vivent en dehors du seuil de pauvreté ne leur permet plus autre réflexion que celle qui assure leur survie au jour le jour, avec la peur de ne rien avoir pour subvenir aux besoins fondamentaux. Cet état d’inhibition des populations est exploité et maintenu par ceux qui profitent du modèle pour continuer à exercer leur hégémonie sur les plus faibles. Les actifs, eux aussi pris dans l’étau de surcharges de travail, de fatigue, perdent toute énergie à investir dans ce genre de préoccupations. Seuls ceux encore en marge du système restent plus conscients de la non-pérennité du modèle dominant.

Aujourd’hui, seul un petit groupe d’individus est capable d’entraîner ceux qui traînent encore les pieds pour faire naitre le modèle de société à construire ensemble. Amener les attentistes à rompre avec la logique en vigueur d’accumulation de biens matériels propres aux sociétés. Nous estimons que pour arriver à transformer ce modèle qui handicape le progrès, il faudrait dans l’urgence agir sur les nouvelles valeurs culturelles, économiques et environnementales pour éviter une crise sociétale sans précédent. D’abord, l’impératif de régler les problèmes environnementaux devient une urgence, car avec la catastrophe écologique, le monde risque de manquer de quoi se nourrir. Il apparaît donc à ce stade la nécessité d’agir à la protection de l’environnement. Outre les valeurs du respect de notre environnement à décréter, on doit penser à la valeur solidarité et à la valeur travail. On se rend compte que le modèle en vigueur engendre la recherche du profit individuel. Rien ne nous garantit que dans les jours, les mois à venir, nous ne manquerons pas de ressources vitales avec tout ce qui se fait pour appauvrir les terres et l’augmentation des effets de serre.

La valeur de solidarité est de plus en plus négligée dans nos sociétés avec la création des modèles de réussite éphémères sans effort de création, organisés sur les profits du CAC 40, tant vantés par la pratique et les publicités tendancieuses. Chacun vit dans son confort ou dans sa misère alors que la valeur solidarité pouvait aider à se mettre ensemble et comprendre l’impératif de se développer chacun pour le progrès de l’espèce humaine, au détriment de l’individualisme qui réduit l’existence de relations étroites indispensables à la solidarité humaine pour le progrès social. Le réveil de la responsabilité de chacun pour un monde apaisé parait inévitable, à la fois pour l’intérêt personnel et pour l’environnement comme pour la collectivité. Il apparait important qu’on œuvre pour une solidarité intra et intergénérationnelle, et planétaire, afin de tendre vers un système d’organisation coopératif allant dans l’intérêt de tous. Il faut repenser la valeur travail, qui laissera à tous la possibilité de travailler sans y être contraints. Autrement dit, nous redéfinirons le rôle du pouvoir et du citoyen en nous accordant sur les processus qui mènent à faire coïncider le modèle ancien et celui à préconiser qui sera viable et non figé et perfectible. On s’attaquera aux mécanismes de décision qui ne fonctionnent pas actuellement, et qui font craindre la mondialisation de l’économie. C’est par ce changement souhaité qu’on luttera contre les défauts du système actuel, qu’on bannira les inégalités entre les États et ceux qui consacrent toutes leurs ressources au système en sacrifiant leurs propres besoins.

La société tournera lorsqu’on fera de l’utopie cette raison qui transformera la vie des plus démunis, les plus menacés de notre planète. Il serait logique de préserver cette dignité humaine, en mettant le commerce au service de la lutte contre la pauvreté, en retournant la logique qui a jusqu’alors existé. Du modèle libéral se substituera celui fondé sur la solidarité et le développement. Autrement dit, les rapports de force économiques s’estomperont quand les tensions internationales, induites par les inégalités et la pauvreté, disparaitront.

**COMMENT DISCERNER LES VALEURS UNIVERSELLES ?**

L’intérêt que le concept de valeurs a suscité est très ancien puisque son origine remonte à la Grèce antique, avec les écrits de Platon sur le fondement des gouvernements et de la responsabilité des citoyens.

Les valeurs sont les convictions que nous considérons comme particulièrement importantes pour nous, celles qui constituent nos repères essentiels, qui nous servent pour effectuer nos choix les plus cruciaux et qui orientent donc pour une large part nos actions et notre comportement. Nos valeurs sont les éléments les plus stables de notre personnalité : C'est le moteur qui nous fait agir et nous donne de l'énergie pour entreprendre. c'est le socle de la confiance en soi.

Nos valeurs sont pour une part un héritage, un acquis provenant de notre éducation, de notre milieu socioculturel, de notre religion, en somme de toutes les personnes ou groupes sociaux ayant eu une influence sur nous.

Les " valeurs fondamentales " méritent une attention particulière car ce sont celles dont nous réalisons au fil des ans le caractère fondamental, très profondément ancré au fond de notre être. Elles ne semblent pas provenir directement d'un acquis éducatif. Elles se révèlent plutôt de façon naturelle et spontanée. Ces valeurs fondamentales correspondent à autant de besoins essentiels : il est indispensable pour notre équilibre et notre épanouissement qu'elles puissent être satisfaites. Nous pouvons les reconnaître au bien-être profond et intense qu'elles procurent en nous lorsqu'elles sont respectées.

**DEMOCRATIE CONTRE DICTATURE**

Démocratie, un concept à l’origine clair par son principe et par sa portée. De ses origines grecques on retient son étymologie : “DEMOS” le “peuple” et “KRATOS” le “pouvoir”. De cette étymologie on retient aussi le principe démocratique, tel que décrit, entre autres, par la “République” de Platon, et qui nous apprend que le régime démocratique est un régime où le pouvoir politique appartient au peuple. Quant à sa portée, le même auteur grec nous livre qu’un tel régime n’existe que pour préserver les différentes libertés des individus. Ces différentes libertés seront, écrira-t-il, tel le “manteau multicolore” qui recouvrira la Cité.

Jamais peut-être un concept politique n’aura eu autant de succès à travers les âges et les civilisations que celui de Démocratie. Un succès total, puisque, aujourd’hui, quasiment toutes les nations se réclament de l’ordre démocratique. Et celles qui ne le font pas, elles le justifient volontiers par le caractère exceptionnel et temporaire de leur régime antidémocratique. Lequel régime, par conséquent, est destiné fatalement à muer en démocratie dès que les circonstances le permettront. Ce succès de la Démocratie, devenant irréversible pour certains auteurs, tel Fukuyama, sera interprété, non sans imprudence académique, comme l’une des caractéristiques de la “fin de l’Histoire”.

Toutefois, ce succès de la démocratie et cet engouement pour l’idée démocratique engendreront des modes de gouvernement aussi divers que variés qui dilueront le sens initial de ce concept. Un sens qui va dépendre désormais du contexte culturel des nations, de l’instant de leur évolution politique et surtout du dogme idéologique du moment. Aussi, tels que l’affirment moult auteurs, le concept de démocratie devient un concept abstrait, non susceptible d’être défini indépendamment de son contexte. Cette abstraction n’est pas nouvelle. Elle est même aussi ancienne que l’origine de ce terme. En effet, et pour en revenir à Platon, sa conception de la liberté, aspect essentiel du régime démocratique, fut si large et si abstraite qu’elle a transformé le régime démocratique en un ordre politique au sein duquel une multitude de régimes peuvent coexister (comme un grand marché des régimes écrivit-il).

Est-ce-à-dire, aujourd’hui, que le concept de démocratie est si abstrait qu’il ne puisse avoir une valeur universelle ?

**MANIERE DE VIVRE NOTRE FOI**

Selon l’expérience de la tradition chrétienne, le chrétien, ou disciple de Jésus Christ, est dans le monde parce qu’il y est envoyé pour irradier l’amour de Dieu pour toute créature.

Il me semble que parfois les évangélisateurs parlent tout de suite de Jésus-Christ, comme si Jésus-Christ était une entité abstraite. Alors que Jésus-Christ est par définition incarnation et il rejoint la vie humaine la plus humaine.

Dans l'Évangile, quand il a guéri puis ressuscité la petite fille, il la donne aux parents et il leur dit : "Donnez-lui à manger". C'est que la mémoire des gens est habitée par un christianisme qui était peut-être trop basé sur la loi et donc sur le péché, et non pas sur la liberté, celle des enfants de Dieu. C'est le rapport loi-péché qui a posé problème. Quand on évangélise, il faut tenir compte de cette mémoire car elle est le plus souvent habitée par tout cela, par une culpabilité et une impression de rejet.

Il me paraît très important d'arriver à repérer ce que veut dire : "Jésus-Christ est l'unique sauveur du monde" et comment Jésus-Christ parle à des personnes qui ne sont pas de la même religion. Ne faut-il pas faire la distinction entre la grâce et la foi ? Tout le monde n'est pas historiquement appelé à avoir la foi chrétienne durant sa vie terrestre. Les catholiques du Japon le savent bien. Par contre, aujourd'hui, celui qui a la foi chrétienne est appelé à prendre conscience du fait qu'il ne peut plus vivre comme s'il ne l'avait pas. C'est le point le plus important. Il ne s'agit pas de vouloir convertir les autres envers et contre tout. Il s'agit de vouloir se convertir, en prenant conscience du fait qu'on aurait pu ne pas avoir la foi. Et si une personne a la foi, il faut l'évangéliser pour qu'elle prenne conscience qu'elle ne peut pas vivre comme si elle ne l'avait pas. La foi est un don gratuit de Dieu, un choix et une mission : porter témoignage.

Il me semble que nous ne sommes pas dans la logique d'une opposition entre croyants qui ont la foi et le monde qui est incroyant. Parmi tous ces gens-là, il y en a qui ont la foi et qui doivent considérer la foi non pas comme un pouvoir mais comme un humble consentement au fait d'avoir été choisis pour louer Dieu explicitement et pour porter témoignage de son dessein de salut. On peut s'écouter les uns les autres. Nous ne sommes finalement que des chrétiens qui avons la mission d'annoncer l'Evangile et marcher ensemble avec les autres, SYNODE et SYNODE sur la SYNODALITE. Toute personne, qui est dans une rectitude extraordinaire avec sa conscience, dit quelque chose du Christ qui n'était que oui, comme dit Paul. Nous ne sommes que des chrétiens, mais nous portons un trésor inouï pour le monde.

Je sens qu'il faut que nous apprenions à trouver, pour dire le Christ, des mots qui ne soient pas forcément dans le registre du vocabulaire chrétien, même s'il faut garder les mots forgés par le christianisme en leur redonnant tout leur poids. Par exemple, la prière du Notre Père ne nomme jamais le Christ. Les Béatitudes ne nomment jamais le Christ. Et pourtant, ces textes sont totalement chrétiens. Qu'est-ce qui dit le Christ dans la douceur, dans la justice, dans la miséricorde, dans les pleurs, dans la pauvreté, dans la paix ? Comment repérer la vraie douceur chez des personnes qui ne sont pas forcément des croyants et qui nous parlent, qui nous disent quelque chose du visage du Christ ? Il me semble que cette évangélisation ne peut exister que dans le missionnaire qui est à l'écoute. Le Christ précède toujours le missionnaire, toujours ! C'est pour cela qu'il est envoyé, d'ailleurs.

L'évangélisation ne peut exister que chez ceux qui savent, en vérité, DIALOGUER, c'est-à-dire écouter véritablement ce qu'il y a dans le cœur de l'autre. Essayer d'aider l'autre à arriver à dire ce qu'il a au fond du cœur. Peut-être alors que l'évangélisateur écoutera la grâce de Dieu, la grâce du Christ. L'évangélisation s'appelle le dialogue du salut, comme dit Paul VI. C'est ce qu'a fait Israël qui a écouté la sagesse des nations, non pas pour la juger mais pour en découvrir la grandeur puisque cette sagesse qui est sur toutes les nations, ça s'appelle la loi de Moïse, dit le Siracide au chapitre 24. Israël a donc bien découvert la beauté qui réside chez les nations païennes. Il me semble qu'une des difficultés majeures d'aujourd'hui par rapport à l'histoire concrète, on pourrait dire d'une certaine manière que c'est le fait que l'Europe a été chrétienne. Et beaucoup de chrétiens ont été habitués à vivre sans se poser des questions parce qu'ils étaient chrétiens et que tout autour d'eux était chrétien. Cela ne veut pas dire qu'il y avait une vie vraiment évangélique, mais enfin ils étaient chrétiens, sans savoir pourquoi, sans comprendre le mystère de leur baptême et sa richesse extraordinaire.

Et maintenant, voici que le christianisme, apparemment, s'en va, disparaît. Plus exactement, le christianisme se retrouve dans un monde qui est païen. Du coup surgit nécessairement la question de savoir ce que veut dire être chrétien. De plus, comment se déroule le processus d'identification ? Le chrétien doit nécessairement s'identifier aujourd'hui. Comment articuler dialogue et identification ? chrétien une identification possible, par la vie dans la communauté eucharistique chrétienne. Sans l'Eucharistie et sa juste compréhension, on voit surgir le communautarisme chrétien, à droite et à gauche, et ce communautarisme est forcément anti-dialogue. Il est intolérant, intransigeant. Il n'apporte que de fausses joies.

Le chrétien manifeste dans le monde la paix divine

C’est par sa sainteté, que le chrétien vit dans le monde de façon agréable à Dieu et qu’il aide ceux qui l’entourent, les console par l’amour divin et leur donne la joie du Christ. Cela suppose que le chrétien, homme de paix divine, passe de longs moments de prière à s’approcher du Christ et à se remplir de son amour. Plus il sera uni à Jésus Christ et, par lui, au Père, dans le saint Esprit, plus il sera proche des autres humains, de leurs préoccupations, de leurs joies et de leurs peines.

Le chrétien témoigne du Christ par son exemple

Le disciple du Christ vit sa foi dans le monde en en témoignant à tout moment, par l’exemple surtout, mais également par ses paroles et les conseils qu’il prodigue avec humilité à son entourage. Avec courage charismatique (= inspiré de la grâce du saint Esprit), il témoigne des grands faits divins : la création (= commencement absolu voulu par Dieu) du monde, l’incarnation (= Dieu devenu chair, devenu homme) de la Parole (le Verbe, le Fils unique du Père, Jésus Christ), la mort volontaire et la résurrection de Jésus, sa glorification à la droite du Père, son envoi du saint Esprit sur ceux qui croient en lui, sa venue glorieuse à la fin de l’Histoire.

Suivant les paroles de Jésus Christ, son disciple n’est pas « du monde » (il prend son inspiration, non dans la culture ambiante, mais dans la sagesse de l’Eglise) : il est toutefois « dans le monde », comme un ferment de la sagesse divine. Cela veut dire qu’il agit, en tant que citoyen du monde, pour faire valoir l’enseignement de son Maître, dans le domaine social, dans le domaine politique, économique ou écologique : principalement en prenant la défense de l’être humain considéré comme une personne créée (= identité absolue totalement unie aux autres personnes) à l’image de Dieu qui est une personne incréée. Non seulement le chrétien est dans le monde comme messager de Jésus Christ, mais il porte le Christ en lui-même : par lui le Christ se rend présent dans son monde.

Le chrétien, sanctifiant sa vie par la Foi et l’invocation du saint Esprit, et en faisant la volonté de Dieu, est au service de tous les hommes et de la création tout entière ; il est, en ce sens, le plus utile des humains et des citoyens

« Assurer la paix » : « la recherche du dialogue à tout prix » « Encyclique Fratelli tutti : appelés à être des artisans de paix »

« Assurer la paix implique d’abord le rejet total de la guerre et la recherche du dialogue à tout prix », a déclaré Mgr Paul Richard Gallagher, secrétaire pour les relations avec les États et les organisations internationales.

Il est intervenu, le 23 novembre 2022, à l’ouverture de la 98e assemblée de l’Union des supérieurs généraux, qui s’est tenue à Sacrofano, près de Rome, jusqu’au 25 novembre. Le thème de l’assemblée – « Fratelli tutti : appelés à être des artisans de paix » – est tiré du paragraphe 225 de l’encyclique du pape François « sur la fraternité et l’amitié sociale ».

Dans son discours, Mgr Gallagher a souligné qu’« il est nécessaire d’assurer les fondements de la paix » qui, a-t-il noté, « n’est pas seulement l’absence de conflits, mais la résolution pacifique des différends entre les nations, en vue de sauvegarder les droits de l’homme, y compris le droit à la liberté de conscience et de religion». Mgr Gallagher a insisté sur le fait que l’Église ne peut qu’être engagée en faveur de la paix. Il a noté que l’accent mis par saint Paul VI sur le dialogue comme seul moyen de parvenir à la paix est encore souligné sans cesse aujourd’hui par le pape François qui avait qualifié la situation géopolitique mondiale actuelle, y compris la guerre en cours en Ukraine, de « troisième guerre mondiale ».

La guerre peut être évitée en favorisant le progrès social pour les nouvelles générations, a aussi déclaré Mgr Gallagher.

La dignité humaine doit être respectée, protégée et constitue la véritable base des droits fondamentaux. En conclusion, une parole d’espérance :

**L’ESPERANCE EST UNE CONVICTION INTERIEURE QUI NOUS PERMET DE TENIR DANS L’EPREUVE ET D’AVANCER MALGRE LES TENEBRES. LA BIBLE L’ASSOCIE A LA PERSEVERANCE. JE CONTINUE, CAR JAI LA CERTITUDE QUE LA VIE L’EMPORTERA ET QUE LE CHEMIN S’ECLAIRERA DE NOUVEAU.**

Prosper Honagbode

8 décembre 2022